

LETTRE OUVERTE

LETTRE OUVERTE SUR LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE CHEZ LES POPULATIONS AUTOCHTONES : REMETTRE EN QUESTION LE POUVOIR DU SYSTÈME DE SANTÉ ET L'INFLUENCE DE L'INDUSTRIE AU CANADA

30 juin 2023

Les préjudices infligés aux communautés autochtones et causés par l'échec de la réglementation des substituts du lait maternel vont bien au-delà de ce qui est décrit dans le reste de ce rapport. Les politiques racistes ont façonné à la fois l'expérience historique de l'alimentation des nourrissons au sein des communautés autochtones. Ces politiques continuent d'empêcher les familles autochtones de fournir les premiers aliments sûrs et nutritifs auxquels leurs enfants ont droit. Les politiques gouvernementales aux objectifs génocidaires ont marqué les communautés autochtones qui leur ont survécu, occultant la sagesse du savoir ancestral qui a soutenu nos bébés, et les anéantissant avec le résultat de générations de traumatismes. Dans l'article de 2016, rédigé par Kristin Burnett, Travis Hay et Lori Chambers*, une documentation faisant référence à la période d'après-guerre disait :

"Les femmes autochtones et leurs nourrissons ont été identifiés comme étant d'une préoccupation nutritionnelle particulière. Les annonces de pablum et de lait affichés aux forts de la Compagnie de la Baie d'Hudson commençaient par des avertissements à peine voilés. "Notre roi a décrété une loi selon laquelle toutes les mères d'enfants recevront de l'aide pour que leurs enfants grandissent pour être forts et en bonne santé", a annoncé un communiqué publié par les Affaires indiennes. Ce programme agressif se concentrait sur l'introduction de routines d'alimentation quotidiennes strictes, modifiant les types et le moment d'introduction des aliments complémentaires et changeant le moment où l'allaitement devait être interrompu."

Le roi était considéré comme une figure paternelle voulant les aider. Rien ne pouvait être plus éloigné de la vérité. Ces conseils ont affaibli les communautés, en rendant leurs enfants malades et en interdisant la parentalité bienveillante, laquelle protégeait contre la souffrance et les traumatismes. La malnutrition a été imposée aux peuples autochtones pour les subjuguier et pour réduire leur nombre afin que les gouvernements puissent prendre le reste de leurs terres et débarrasser le gouvernement du soi-disant « problème indien ».

Ces instructions devaient être distribuées dans les postes de la Compagnie de la Baie D'Hudson, les postes de soins infirmiers, au moment du paiement des traités et par les médecins des Affaires Indiennes. Des instructions pour «nourrir les bébés indiens» ont également été diffusées par l'agent des Indiens, donnant à ces directives une autorité implicite. Les « Règles de santé pour l'alimentation des bébés indiens » énoncent des instructions strictes concernant la durée appropriée pour allaiter les nourrissons et quand et comment nourrir au biberon. Mais dans les communautés mobiles et les endroits où l'eau potable n'était pas disponible, de telles instructions posaient des obstacles insurmontables et de graves conséquences pour la santé des bébés. De plus, "un bébé nourri au biberon est jusqu'à 25 fois plus susceptible de mourir de diarrhée dans les endroits où l'eau n'est pas potable".

Le gouvernement s'est octroyé l'autorité juridique sur la vie des peuples autochtones, leur mouvement, leur éducation et leurs méthodes parentales. Il se sont attribués l'autorité, liant l'argent ou l'aide à la mesure avec laquelle les populations autochtones suivaient étroitement les ordres. Des liens directs peuvent alors être établis entre les taux élevés de mortalité infantile dans les communautés des Premières Nations du Nord et les normes euro-canadiennes concernant les durées appropriées d'allaitement qui étaient imposées aux femmes autochtones. Cet exemple démontre de quelles façons le colonialisme de peuplement a entraîné la mort chez les peuples autochtones. Cette situation a ensuite été aggravée par les coûts prohibitifs des préparations commerciales et les taux élevés d'adoption d'enfants par la famille élargie chez les Inuits. Par exemple, dans certaines communautés inuites, jusqu'à 40 % des enfants ont été adoptés. « La plupart des mères avaient les moyens d'acheter des préparations commerciales que pendant les deux ou trois premiers mois », après quoi les préparations commerciales étaient remplacées par une combinaison de lait évaporé, de lait entier en poudre ou des boissons aux fruits.

.../2

* Burnett, K., Hay, T., & Chambers, L. (2016). *Settler Colonialism, Indigenous Peoples and Food: Federal Indian policies and nutrition programs in the Canadian North since 1945. Journal of Colonialism and Colonial History, 17(2), Summer, Johns Hopkins University Press.*

LETTRE OUVERTE

LETTRE OUVERTE SUR LES INÉGALITÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE CHEZ LES POPULATIONS AUTOCHTONES : REMETTRE EN QUESTION LE POUVOIR DU SYSTÈME DE SANTÉ ET L'INFLUENCE DE L'INDUSTRIE AU CANADA

- 2 -

L'effet générationnel de ces politiques sur les communautés autochtones est visible aujourd'hui. Les connaissances traditionnelles sur l'allaitement ont été perdues dans de nombreuses communautés. Nous en sommes maintenant à la troisième ou quatrième génération où le gouvernement nous dicte comment nourrir nos bébés. Les enseignements sur l'alimentation du nourrisson sont devenus une suggestion, "Faites-le sans hésiter!". En raison des idées patriarcales imposées, puis enracinées, certains nouveaux parents estiment qu'il est préférable d'avoir le droit de mettre le parent au premier plan, en opposition à l'ancienne façon de faire qui placent les enfants au centre de tout. Nous sommes censés avoir d'abord une obligation envers nos enfants et nos communautés. La colonisation a changé cette mentalité.

Les gouvernements d'aujourd'hui ont l'obligation de commencer à réparer ces torts, mais ils ne parviennent même pas à garantir aux communautés l'accès aux normes minimales. Rappelons que ces normes ont été établies par ce même gouvernement et approuvées à de nombreuses reprises au niveau international depuis plus de 40 ans. Dans plusieurs communautés, c'est encore le gouvernement lui-même qui fournit bon nombre des substituts du lait maternel utilisés par les parents et les soignants, sans se soucier de s'assurer qu'ils peuvent être utilisés en toute sécurité. La dépendance aux substituts du lait maternel que les gouvernements successifs ont créée et continuent de créer entraîne une obligation : celle de veiller à ce que les parents et les soignants autochtones aient accès au soutien et aux informations culturellement appropriés nécessaires pour prendre des décisions éclairées.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) stipule à l'article 24.2 que « les individus autochtones ont un droit égal à jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible. Les États doivent prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer progressivement le plein exercice de ce droit. » Plus de 40 ans après l'adoption du Code, non seulement le Canada n'a pas progressé, mais a plutôt reculé dans le respect de cette obligation.

Bien que la Commission de vérité et réconciliation (CVR) ne fasse pas spécifiquement référence à l'allaitement, cela est implicitement liée à la section 5, « Nous demandons aux gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones d'élaborer des programmes parentaux adaptés à la culture pour les familles autochtones. » L'obligation de remédier aux disparités en matière de santé indiquée à la section 19 de la CVR mentionne spécifiquement les lacunes dans « la mortalité infantile, la santé maternelle [...] l'espérance de vie, les taux de natalité, les problèmes de santé des nourrissons et des enfants, les maladies chroniques, les maladies et l'incidence des blessures », lesquelles sont toutes améliorées quand les bébés reçoivent le lait humain.

Le rapport sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (FFADA) indique : « 2.5 Nous appelons tous les gouvernements, en partenariat avec les peuples autochtones, à créer un fonds d'autonomisation permanent consacré au soutien des initiatives dirigées par les autochtones pour permettre aux individus, aux familles et aux communautés autochtones d'accéder aux connaissances culturelles, en tant que moyen important fondé sur les forces pour soutenir les droits culturels et garantir des services autodéterminés. »

Nous avons besoin de droits culturels pour garantir des services autodéterminés. Ce que les politiques génocidaires des décennies passées ont commencé, le marketing abusif effréné des préparations commerciales et des aliments complémentaires ultra-transformés le poursuit, avec l'aide de politiques et de programmes qui continuent d'être imposés aux familles. Les lois patriarcales qui sapent les choix de nos mères par de fausses informations et menaces contre nos familles et nos communautés ont des formes différentes aujourd'hui, mais elles continuent de faire du tort.

Les professionnels de la santé occidentaux, travaillant sous les lois et les politiques des gouvernements et des décideurs, exercent un grand pouvoir et une grande autorité. Les systèmes de santé ont échoué à ramener le territoire comme lieu privilégié de la naissance, médicalisant la naissance et empêchant le soutien et les rituels essentiels à l'accueil sain d'un nouveau-né. Peu de communautés ont des sages-femmes autochtones ou des services de soutien à l'allaitement, mais elles reçoivent toutes des préparations commerciales et des aliments pour bébés ultra-transformés. Les travailleurs de la santé sont autorisés à menacer les parents d'enquêter ou à retirer leurs enfants si leur « recommandations » d'utiliser ces produits ne sont pas suivies. Cependant, il n'y a aucune obligation ni soutien pour que les nourrissons pris en charge reçoivent du lait humain ou des aliments culturellement appropriés. Pendant ce temps, les grandes entreprises mondiales ont un accès illimité pour influencer ces mêmes travailleurs de la santé et commercialiser leurs produits pour induire les parents en erreur en leur faisant croire qu'ils sont comme le lait humain.

Cela doit cesser.


Stephanie George
Sage-femme autochtone, Consultante en lactation